



REVUE DE PRESSE DU 17/05/2017

- 1- La 42ème session du conseil des gouverneurs du groupe de la Banque islamique de développement (BID) se tient du 16 au 18 mai à Djeddah (Arabie Saoudite), avec la participation de ministre des Finances, Hadji Babaammi, a indiqué mardi le ministère des Finances dans un communiqué. Dans le cadre de cette session, M. Babaammi prendra part aux assemblées annuelles des filiales de la BID, précise la même source. Il s'agit des réunions des conseils des gouverneurs de la Société islamique d'assurance des investissements et du crédit à l'exportation (SIAICE) et du Fonds de solidarité islamique de développement (FISD). Il participera également aux Assemblées générales de l'Institution islamique pour le développement du secteur privé (SID) et de la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC).

APS.

- 2- L'ambassadrice d'Indonésie en Algérie, Safira Mashrusah, a affirmé, mardi à Ain témouchent, que son pays oeuvre à élever le volume des échanges commerciaux avec l'Algérie à plus de 600 millions de dollars par an. Invitée à la chambre de wilaya du commerce et de l'industrie, Mme Mashrusah a souligné que la balance des échanges commerciaux entre les deux pays varie entre 500 millions à 600 millions de dollars par an, qualifiant ce volume de "pas grand" eu égard aux importants atouts dont dispose l'Algérie en tant que grand marché en Afrique et aux gros moyens industriels de l'Indonésie.

APS.

- 3- Le Ministre de l'Energie, Noureddine Boutarfa, a eu des entretiens, mardi à Madrid, avec le ministre espagnol de l'Energie, du tourisme et du programme numérique, M. Alvaro Nadal, au cours desquels ils ont abordé les opportunités d'investissements dans le secteur énergétique, a indiqué le ministère dans un communiqué. Les deux parties ont ainsi examiné les relations bilatérales entre les deux pays, l'état d'avancement des projets de partenariat en cours ainsi que les perspectives de coopération et d'investissements dans le domaine énergétique, en particulier dans l'exploration, la production et la transformation des hydrocarbures et les énergies renouvelables.

APS.



- 4- Les revenus pétroliers des pays membres de l'Opep ont chuté en 2016 de 15% à environ 433 milliards (mds) de dollars contre 509 mds de dollars en 2015, soit un plus bas jamais atteint depuis 2004, selon des données de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) publiées lundi à Washington. Les recettes à l'exportation des 13 pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole ont principalement subi l'effet de la chute des prix de pétrole et dans une moindre mesure la diminution de leurs niveaux d'exportation de brut, précise l'agence américaine.

APS.

- 5- Le Ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Noureddine Bedoui a plaidé, mardi à Alger, pour de nouvelles formules réglementaires à même de permettre, dans les années à venir, la mutualisation des capacités des services publics et "réaliser l'efficacité en tant qu'impératif dans le cadre du nouveau modèle de croissance économique". "Tous les services publics doivent innover de nouvelles formules réglementaires pour mutualiser, dans les années à venir, leurs capacités de manière organisée et constante afin de valoriser les investissements gigantesques engagés par l'Etat dans le cadre de la modernisation du service public", a déclaré le ministre à l'ouverture des premières journées d'études sur "la modernisation du service public", organisées par l'Observatoire national du service public (ONSP), en présence des représentants de plusieurs secteurs ministériels et la Direction générale de la fonction publique (DGFP), précisant que le but étant de réaliser l'efficacité des services publics en tant qu'impératif dans le cadre du nouveau modèle de croissance économique".

APS.

- 6- L'inspecteur général du travail, Akli Berkati, a annoncé mardi à Alger que près de 23% des procès-verbaux d'infractions liées à l'application du code du travail dressés par les services de l'Inspection contre les établissements économiques sont soumis annuellement à la justice. Dans une déclaration à la presse, en marge d'une conférence sur l'inspection du travail, M. Berkati a souligné que "23% du total des procès-verbaux d'infractions dressés par l'Inspection du travail contre les établissements économiques se rapportant en général à la législation du travail sont soumis à la justice, alors que 75% des procès-verbaux restant sont réglés entre l'établissement et les travailleurs sans recourir à la justice mais après l'intervention de l'Inspection lors des visites de contrôle".

APS.



A lire : La 42ème session de la Banque islamique de développement du 16 au 18 mai à Djeddah

ALGER- La 42ème session du conseil des gouverneurs du groupe de la Banque islamique de développement (BID) se tient du 16 au 18 mai à Djeddah (Arabie Saoudite), avec la participation de ministre des Finances, Hadji Babaammi, a indiqué mardi le ministère des Finances dans un communiqué.

Dans le cadre de cette session, M. Babaammi prendra part aux assemblées annuelles des filiales de la BID, précise la même source. Il s'agit des réunions des conseils des gouverneurs de la Société islamique d'assurance des investissements et du crédit à l'exportation (SIAICE) et du Fonds de solidarité islamique de développement (FISD). Il participera également aux Assemblées générales de l'Institution islamique pour le développement du secteur privé (SID) et de la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC).

M. Babaammi présidera, en marge de ces rencontres, la 17ème réunion annuelle du Haut conseil des fonds d'El Qods et d'El Aqsa dont l'Algérie assure la présidence depuis 2005. D'autre part, le ministre devra rencontrer le nouveau président de la BID et les hauts responsables des institutions financières présents à ces assemblées, ainsi que ses homologues des pays membres de la BID.

Pour rappel, un décret présidentiel autorisant la participation de l'Algérie à l'augmentation du capital de l'Institution islamique mondiale pour le développement du secteur privé (SID, filiale de la BID) avait été adopté en 2016 par un Conseil des ministres tenu sous la présidence du Président de la République Abdelaziz Bouteflika.

La SID oeuvre au soutien du développement économique des pays membres à travers l'octroi de financements à des projets du secteur privé en accord avec les prescriptions de la Charia. 13ème actionnaire parmi les 53 Etats membres, l'Algérie a pris part à cette opération pour un montant de 6,17 millions de dollars libérables par tranches étalées sur quatre (4) années.

Créée en octobre 1975 par l'ex. Organisation de la conférence islamique (OCI, devenue Organisation de la coopération islamique), la BID regroupe 58 membres.

APS.